

L'ex-président burundais Pierre Buyoya "ne craint pas l'extradition"

@rib News, 04/12/2018 – Source AFPL l'ex-président burundais Pierre Buyoya (photo d'archives des années '90), frappé par un mandat d'arrêt international relatif à l'assassinat en 1993 du président Melchior Ndadaye, a affirmé à Bamako qu'il ne "craignait pas d'être extradé."

"Je ne crains absolument pas d'extradition ni par le Mali ni par d'autres pays", a déclaré M. Buyoya, actuel représentant de l'Union Africaine au Mali, au cours d'une conférence de presse dans la capitale Bamako. "Aujourd'hui, si vous considérez le record (bilan) du gouvernement du Burundi en matière de droits de l'homme, il est difficile de croire qu'on puisse tenir, dans ce pays, un jugement équitable ; et tous les jugements qui ont eu lieu montrent que cette capacité n'existe pas", a ajouté M. Buyoya. Le Burundi a lancé vendredi un mandat d'arrêt international contre M. Buyoya, ainsi que 11 gradés de haut rang des forces de sécurité (armée et gendarmerie) et cinq de ses anciens proches collaborateurs civils, pour leur rôle présumé dans l'assassinat de Melchior Ndadaye. Cet assassinat avait été à l'origine d'une guerre civile (93-2006) qui a fait plus de 300.000 morts et opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsi (14% de la population), à des mouvements rebelles hutu (85%). Le major Buyoya, un Tutsi, avait été porté au pouvoir par l'armée en 1987. Il avait cédé sa place à Melchior Ndadaye, un Hutu, élu démocratiquement en juillet 1993. Il était ensuite revenu au pouvoir entre 1996 et 2003. Depuis, les dirigeants politiques, les membres de l'ancienne armée et des mouvements rebelles avaient bénéficié d'une immunité provisoire, alors que cet accord avait prévu que tous les crimes commis relèveraient désormais de la Commission Vérité et Réconciliation. "Le jour où on retournera aux dispositions de l'accord d'Arusha, je suis prêt à me présenter devant la Commission Vérité et Réconciliation", a déclaré à Bamako M. Buyoya, en référence à l'accord de paix de 2000, lequel avait ouvert la voie à la fin de la guerre civile. Il a à nouveau dénoncé une "manœuvre dangereuse politiquement", qui "ferme la porte à la réconciliation et nous ramène tout droit dans le conflit ethnique passé."

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});